



## EDITO

## Une expérience intense et inventive

■ BERNARD DUMAS, Président des CB Aquitaine et Secrétaire de l'ANCB

Commençons par l'actualité récente. L'AG de l'association nationale, qui s'est tenue à proximité de Marseille les 27 et 28 juin fut marquée de temps forts : table ronde très « construite » sur la gouvernance associative et la commande publique, présentation pittoresque de l'histoire des Compagnons Bâisseurs, réflexion appliquée sur le thème « de la consolidation au contrat d'objectif ». De cette dernière résultent des résolutions qui amorcent des avancées techniques devenues nécessaires et préfigurent des changements plus structurels estimés indispensables. La contribution d'Hervé Cogné sur les chantiers en cours doit actualiser notre information dans la présente lettre.

Parmi les incertitudes auxquelles se trouve confronté le réseau figure le devenir de l'insertion par l'activité économique. Différentes facettes y sont présentées dans « le dossier » qui lui est consacré se rapportant aux démarches engagées notamment en Bretagne et en Aquitaine. Il témoigne de l'engagement associatif et de l'implication de professionnels auprès et avec les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Notre réseau, et les débats de notre récente assemblée l'attestent, porte une attention particulière aux différents parcours de celles et ceux qui le constituent. Ils donnent du sens à notre action. C'est ainsi qu'à la suite de la précédente lettre d'information nous sont présentés l'itinéraire d'une professionnelle et le parcours d'une adhérente.

Il y a maintenant deux ans, j'étais sollicité pour assumer la responsabilité de la démarche associative en Aquitaine. Mes compétences supposées étaient censées compenser quelques handicaps avoués. L'engagement pris, d'autres activités s'en trouvèrent limitées et des projets me tenant à cœur différés... Le temps du relais est venu : les compétences associatives sont réelles et l'engagement des personnes confirmé. Au temps de la transition en 2006, puis de la consolidation en 2007 succède celui du développement associatif et territorial en Aquitaine.

Merci à toutes celles et ceux qui me permirent de vivre l'expérience Compagnons Bâisseurs, à la fois intense et inventive, et plus précisément les équipes d'Aquitaine et de l'association nationale. Mon engagement présent et à venir au service d'actions collectives de solidarité contribuera, selon d'autres modalités, à maintenir le lien avec le projet des Compagnons Bâisseurs, devenu pour moi une référence vécue munie de l'expérience acquise.



Au premier plan, participant aux derniers préparatifs de la 3e rencontre de l'ARA

## ZOOM SUR L'Insertion par l'Activité Economique



## IAE : Un point de vue général à travers l'expérience de la Bretagne

■ PASCAL FRIBURG, Directeur Adjoint CB Bretagne

Comme la plupart des régions CB, la région Bretagne a développé, depuis 17 ans, des ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Ce pôle s'inscrit pleinement dans la démarche d'ensemble de notre réseau : solidarité, accompagnement, travail avec les plus défavorisés... vers plus d'autonomie, de citoyenneté, d'estime de soi et de compréhension de l'autre.

Nos ACI s'inscrivent dans le panel des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) : associations intermédiaires, entreprises de travail temporaire d'insertion, groupement d'entreprises pour l'insertion et la qualification et entreprises d'insertion. Ces différents dispositifs ont toujours eu pour objet de permettre par la mise en situation de travail (en conditions réelles), un parcours, un cheminement progressif vers un emploi plus stable pour les personnes éloignées de l'emploi. A ce titre, les ACI ont pour vocation de s'adresser aux personnes les plus en difficultés (bénéficiaires du RMI, de l'API...), en leur proposant une mise au travail, un accompagnement social et professionnel renforcé et des situations de formation.

Notre objectif central est bien "la resocialisation, remobilisation et la préparation à l'emploi des personnes (construction du projet professionnel, consolidation du projet de formation, voire pré-professionnalisation)". Deux mots clefs peuvent résumer notre mission et les besoins des publics auxquels nous nous adressons "redynamisation – projet". Sur ce point, on peut regretter vivement qu'un certain nombre de partenaires financiers et opérationnels de l'IAE (Direction du travail, Conseil Général, agglomération...) oublient - trop souvent - par leur injonction en terme de "sorties dites positives" (emploi immédiat ou formation), que l'insertion est un parcours (long pour certains), rarement linéaire, fait d'avancées et de reculs, qui participent du cheminement et de l'accès à une certaine stabilité personnelle.

Or, les ACI, et tout spécialement, nos ateliers et chantiers d'insertion, dont le support est le bâtiment, la construction aux Compagnons Bâisseurs (support à la fois concret et symbolique) répondent clairement aux besoins des personnes les plus éloignées de l'emploi que nous salarions. Nous mettons en œuvre des chantiers qui, comme toute entreprise du bâtiment respectent l'ensemble des obligations du BTP : santé, hygiène, sécurité, respect des DTU, etc. Mais pour poursuivre le travail de longue haleine que nous menons depuis plusieurs années dans nos régions, avec ces personnes, nous devons peser sur les orientations à venir (par nos réseaux), faire face aux contraintes qui nous sont imposées et aux enjeux qui se présentent.

## Les contraintes auxquelles nous devons faire face

- Un public aux problématiques de plus en plus lourdes et complexes, particulièrement lorsque les besoins locaux dans le bâtiment sur un bassin d'emploi sont élevés sur ces métiers en tension.



Ainsi, les personnes les plus en difficulté arrivent tout de même à trouver des missions compte tenu du besoin conjoncturel et se retrouveront rapidement sans rien et livrées à elles-mêmes dès que le marché se stabilisera ;

- Une accentuation et superposition des injonctions administratives en matière de suivi des personnes. Sur ce point, nous ne pouvons qu'être favorables à une évaluation et lisibilité du parcours de chacun, pour éviter les ruptures dans l'accompagnement ; en revanche, il convient de ne pas créer ou s'engager dans un système trop lourd ;
- Un désengagement de certains partenaires financiers (Etat comme collectivités locales), mais aussi un système de versement des subventions totalement invraisemblable, (décisions extrêmement tardives avec un versement initial très insuffisant), qui mettent en péril nos structures en terme d'équilibres financiers et de trésorerie.

### Des enjeux majeurs

- **Nous faire entendre** à travers nos réseaux (national, Chantier Ecole), pour que les résultats du Grenelle de l'insertion ne soit pas un "marché de dupes" ;
- **Renforcer la reconnaissance de notre action** et négocier des soutiens financiers stables et adaptés, et des mesures concrètes et cohérentes ;

- Affirmer la **dimension formative** de nos ACI, à travers une valorisation interne pour certains (attestations) et une reconnaissance externe pour d'autres (Certificat de Capacité Professionnelle) ;
- Développer, valoriser et mutualiser nos pratiques et nos ressources (en particulier concernant l'accompagnement des personnes) en nous appuyant, aussi, sur le réseau «**Chantier école**» ;
- Inscrire notre action dans la dynamique de **développement local** des collectivités locales (CUCS, ANRU...) ;
- Affirmer notre développement à travers la recherche d'une amélioration constante de nos fonctionnements (pratiques, procédures, formations...), le soucis d'une «**démarche qualité**» ;
- Mettre en évidence notre capacité d'intervention au titre de «la Clause d'insertion» dans les marchés publics. D'où la nécessité d'une bonne maîtrise de celle-ci pour une réponse rapide et efficace ;

A ce titre, il convient de rappeler que compte tenu de notre action, de notre fonctionnement et du public que nous accueillons, ce que nous proposons, en d'autres termes plus commerciaux "ce que nous vendons", c'est, avant tout autre chose, une **démarche d'insertion** (une prestation technique et sociale) et non une démarche concurrentielle dans le champ de la production bâtiment. C'est pourquoi, il convient de cibler nos conventionnements sur l'article 30 du code des marchés publics.

Depuis 50 ans, les CB ont montré leur aptitude à innover et à s'adapter, et en particulier leur capacité à mettre en œuvre des actions de qualité dans le domaine de l'insertion par l'activité économique. Il nous faut sans doute, plus aujourd'hui que jamais, renforcer notre démarche et donner une plus grande lisibilité de la qualité de notre action auprès des différents acteurs et partenaires de l'emploi, de l'insertion et de la formation.



### Encadrant Technique d'Insertion : un métier qui fait appel à des compétences multiples, Entretien avec Frederic Thomas, à Bordeaux.

#### CB Info : Quelle est ta formation de départ ?

Je suis charpentier (compagnon). J'ai travaillé 30 ans à mon compte. Et puis j'ai choisi de changer

d'orientation, j'ai suivi une formation de formateur à l'Université de Toulouse, pour apprendre la pédagogie.

#### CB Info : Quel est le rôle d'un encadrant technique sur un chantier d'insertion ?

Mon travail consiste à établir des devis, faire des plans, choisir des matériaux adéquats, et accompagner les gars, bien-sûr ! C'est à la fois un rôle de «psychologue» et de chef d'entreprise. Je suis intéressé par l'humain, je rencontre des gens avec des parcours difficiles. Il faut les restructurer. Pour certains je joue un peu un rôle de père, c'est un lien affectif mais sans attente de retour... Le feed-back est plus ou moins long selon les individus. Ce secteur présente de gros problèmes géographiques. Une fois les personnes réinsérées, le bassin d'emploi est négatif. Si on supprimait le permis à point, par exemple, on rencontrerait moins de difficultés. Beaucoup de personnes ont des problèmes d'addiction (usage de stupéfiants, alcool...). C'est de l'utopie de penser qu'en 6 mois, on peut faire quelque chose. Heureusement, quand on peut les avoir 24 mois, le temps de l'adaptabilité et de la confiance est établi. En fonction de la tranche d'âge, on n'a pas forcément la possibilité de leur faire faire une formation par la suite.

#### CB Info : Quelles ont été tes satisfactions et/ou déceptions ?

Un gars du Sénégal m'a ramené des cadeaux de là-bas. On constate aussi que les personnes changent d'aspect physique, ça, ce n'est que du bénéf ! Sinon je suis blindé, j'ai eu un bon professeur quand j'ai fait ma formation. Je sais donner mais je ne prends rien. Je ne m'apitoie pas sur leur sort non plus. Le jour où ça m'affectera, j'arrêterai. Quand j'arrive le matin, je prends ma cotte d'encadrant technique, le soir, je la repose et je redeviens un individu normal.



### L'IAE... vue par Anne Daudet, Coordinatrice sociale aux CB Aquitaine

Je suis chargée du suivi et de la coordination sociale et professionnelle sur le chantier d'insertion pérenne de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Gironde, où l'association CBA accueille 12

personnes employées à la restauration de patrimoines communaux. Ce territoire rural et enclavé du nord Gironde est caractérisé par un tissu économique peu porteur d'emplois durables mais aussi par une faible diversité d'offres (territoire essentiellement agricole et viticole générateur de travail saisonnier et de missions intérim de courte durée pour le secteur du bâtiment).

Selon le livret d'enquête publié par l'ASSEDIC, **BMO 2007, Où sont les besoins en main-d'œuvre en Aquitaine**, le territoire du Blayais qui nous concerne présente une proportion de projets de recrutement à caractère saisonnier de 47,3%, soit près de la moitié des recrutements menés ; elle est également identifiée comme le bassin d'emploi ayant le plus faible taux d'entreprises projetant de recruter : 16%.

Les parcours de vie du public recruté et employé sur nos chantiers successifs sont de fait souvent marqués par la coexistence de différentes problématiques. Le manque de formation, voire l'analphabétisme, l'endettement, des problèmes de logement, des problématiques familiales, de lourds problèmes de santé tels que les problèmes récurrents de dépendance à l'alcool et aux drogues... dont découlent souvent des procédures judiciaires (retrait de permis, mesures de détention), sont fréquemment retrouvés au sein d'un même parcours. Cette comorbidité de facteurs médicaux et sociaux, cumulée à la faible offre locale d'emplois durables sur le secteur, impacte directement le temps de réparation de ces personnes au sein des CB et implique de réaliser ici un travail sur le plus long terme.

Si le travail en équipe sur le chantier crée le lien social, le travail sur un support patrimonial local permet à ces personnes de s'ancrer psychologiquement et affectivement sur leur lieu de vie.



Si l'acquisition ou la concrétisation de compétences professionnelles répare l'estime de soi, le travail régule au niveau individuel et de façon générale la vie de ces personnes (lever tôt, occupations constructives, respect des autres, des règles de sécurité, pas d'absorption de substances pendant les jours de travail). Une collaboration forte avec les partenaires sociaux permet de lever dans un premier temps les freins primaires à l'emploi comme la santé, le logement, le transport jusqu'au chantier. Le soutien et le cadre quotidien apporté par l'équipe CBA permet dans un deuxième temps de remobiliser les personnes vers une certaine autonomie (passer ou repasser le permis quand c'est possible, devenir autonome dans ses démarches vis à vis de l'administration), et impulse une dynamique de vie et enfin de travail.

Sur ce secteur où l'emploi durable se fait rare, ce travail effectué sur la mobilité des personnes est essentiel, et la prospection du tissu économique local est primordiale pour optimiser les insertions professionnelles. Des mises en relation de notre public avec les entreprises du territoire sont effectuées par l'intermédiaire d'EMT conventionnées par l'ANPE. Elles permettent de valider une orientation ou un besoin de formation, d'évaluer les comportements en milieu ordinaire de travail, mais également de valider les compétences acquises au cours de la vie ainsi que celles développées chez les Compagnons. Dans 20 à 25% des cas depuis notre arrivée sur ce secteur, des rencontres « professionnelles » se font, donnant naissance à des embauches.

Avec le temps, la confiance revient, les expériences se partagent, les problèmes se résolvent, les horizons s'éclaircissent, les rapports sociaux s'améliorent, le goût de vivre, de travailler et l'envie se s'assumer se réveillent, des envies professionnelles peuvent voir le jour, et ces personnes se réconcilient avec notre société.

## Créer, inventer, innover...

Entre culture et éducation populaire, voyage d'une « saltimbanque » au pays de l'humain.

**CB Info :** *Peux-tu raconter ce que tu as fait avant d'arriver chez les CB ?*

« En 1968, après mon bac, je me suis inscrite à la *Scola Cantorum* de Paris, rue St Jacques. J'ai donc été un peu danseuse, puis j'ai animé pendant 7 ans un atelier de danse contemporaine pour enfants, adolescents et adultes. J'ai monté des spectacles de rue dans un petit village. Puis il a fallu que je gagne ma vie. La dimension éducation populaire l'a emporté. A la fin d'une formation DEFA à l'INSTEP Léo Lagrange, j'ai été embauchée comme responsable de formation... du DEFA et de la formation continue. C'était le tout début de la Politique de la Ville. J'ai énormément appris. Se jeter dans une piscine pour apprendre à nager, finalement c'est pas mal ! J'ai monté des projets de développement local, des activités économiques avec des jeunes filles dans un hameau de « harki », mais je déteste ce mot si chargé de souffrances... J'ai ensuite travaillé pour plusieurs organismes : alphabétisation auprès de jeunes et d'adultes, lutte contre l'illettrisme, chantiers d'insertion, formation. En collaboration avec l'AFPA, j'ai aussi travaillé sur la préparation à la sortie de prison, avec des chantiers bâtiments.

Je suis ensuite revenue à la danse, comme administratrice (salariée, je précise...) du Centre Aixoise de Formation à l'Enseignement de la Danse. La formation et la danse, la boucle était bouclée ! J'ai bossé avec une équipe de « thérapeutes sociaux », qui montait des « groupes projets » dans des quartiers très chauds pour restaurer les relations entre des groupes en conflit (les services publics, les habitants, les jeunes...) et prévenir la violence. Là, je me suis intéressée à la psycho-sociologie, aux théories du groupe, inspirées de la psychanalyse. Nous avons organisé une formation d'animateur de réseaux de prévention des violences urbaines avec la DIV, un colloque international « transformer la violence ».

Ensuite j'ai rejoint les Jardins d'AMELIE (Aménagement de lieux pour une Insertion par l'Echange), tête d'un réseau de jardins solidaires et centre ressource : accompagnement de projets, échanges de savoirs entre jardiniers, jardins d'insertion, jardins d'habitants, jardins d'éducation à l'environnement... donc une première expérience de l'auto-production accompagnée ! Travailler la terre pour restaurer l'estime de soi,



Martine Abbadie-Dalemont, Directrice CB Provence

appartenir à un mouvement et prendre conscience de ses capacités à transformer le monde. Là je me suis colletée avec passion à « l'évaluation de l'utilité sociale des jardins ». Avec le réseau national du Jardin dans Tous ses Etats, nous menions des actions de sensibilisation des politiques. Les Jardins d'AMELIE ont même monté en 2001 une opération avec les CB, sur l'auto-production accompagnée... Ensuite, j'ai préparé et obtenu un Master en sciences de l'éducation, consultant chargé de mission d'évaluation et coach.

**CB Info :** *Qu'est-ce qui importe le plus, dans ton travail ? Pourquoi avoir choisi les CB ?*

Je suis très attachée à la rigueur de gestion, mais aussi à l'expression des habitants, à la démocratie, à l'humain. Je suis exigeante sur la qualité du travail. Dans ma famille, le compagnonnage est très important, il y a des compagnons charpentiers de marine, des artisans, des cuisiniers, nous avons le sens du métier, du travail bien fait. J'accorde beaucoup d'importance à l'écrit comme outil de structuration de la réflexion et de l'action : devenir comme tous les éducateurs, formateurs, travailleurs sociaux, des « artisans langagiers », apprendre à se mettre au balcon pour se voir passer dans la rue...

Par rapport au projet des CB, d'abord j'ai passé 10 ans à retaper ma petite baraque !!! Je partage complètement les valeurs, mais attention aux dérives vers la technocratie du social dans la mise en place du programme d'activités. La participation des usagers est quelque chose d'absolument incontournable dans le projet et l'évaluation en projet. Pour moi, ce projet c'est de la création de richesse humaine, de richesses non monétaires, une autre forme d'économie basée sur l'entraide, les échanges. A chaque fois que je rencontre les publics accompagnés c'est toujours très riche. L'accompagnement... On fait un bout de chemin avec quelqu'un, mais c'est lui qui décide du but de la balade...



## Rencontre avec Catherine Jezewski, qui a participé à l'action d'ARA à Bordeaux

**Quelle était votre situation au démarrage de l'action ?**

Je suis au RMI, avec une fille de 11 ans. J'ai trouvé cet appartement dans l'urgence, j'étais enceinte. J'ai beaucoup bataillé avec le propriétaire (pas commode!) notamment sur l'installation au gaz (diagnostiquée dangereuse par GDF). Il m'a installé 2 petits chauffages électriques tout à fait insuffisants pour 64 m<sup>2</sup>. Après 3 ans de mauvais

chauffage électrique, ma demande d'une nouvelle installation au gaz auprès du Pact de la Gironde a fini par être acceptée. J'ai ensuite obtenu le changement des fenêtres, ce qui m'a valu une augmentation du loyer. J'ai changé le lino du salon à mes frais, mais toutes les moquettes ailleurs étaient pourries, l'appartement avait besoin d'un coup de peinture. Je me sentais mal, j'avais honte d'habiter cet appartement. Je suis quelqu'un de sociable, j'aime recevoir du monde, inviter les amis de ma fille.

**Comment avez-vous entendu parler des CB ? Quelles étaient vos attentes ?**

J'en ai parlé à ma référente RMI. J'en avais entendu parler avant, mais leur action se limitait au quartier de la Gare. Madame A. m'a dit que ça s'était étendu. Je ne savais pas trop comment ça fonctionnait, on m'a tout expliqué. J'avais un peu peur d'une « inquisition sociale », j'essaie de m'assumer, je ne veux pas de profiter d'un système, je ne voulais pas me sentir assistée ou dépendante.

Lire la suite en P4 ->

Rencontre avec Catherine Jezewski (suite)

### Comment s'est passé le chantier ?

Ils sont venus chez moi. Ça s'est très bien passé, ils m'ont expliqué comment fonctionnait l'association. On a débuté ensemble, je suis allée aider chez les autres, des gens sont venus m'aider à repeindre ma cuisine, qui est aussi la pièce d'entrée. On a remplacé les linos dans les chambres, et construit des rangements. On s'est attaqué aux priorités, compte tenu du budget de départ. Le chantier s'est déroulé sur une période de 2 à 3 mois, je n'aime pas rester dans le bazar, donc j'ai accéléré le mouvement.

### Aujourd'hui, comment vous sentez-vous chez vous, professionnellement ?

Je me sens beaucoup mieux moralement dans mon appartement, plus à l'aise. Il y a encore des choses à faire, mais le plus gros a été fait. J'ai un petit reproche à formuler : certaines fois, des petits détails techniques n'étaient pas bien organisés. Certains rendez-vous étaient pris un peu à l'aventure. Il faudrait pouvoir mieux planifier les choses, fixer les rendez-vous à l'avance. Ce ne sont pas des amis non plus, il faut respecter la vie privée des gens. Quand j'aurai trouvé un travail, j'aurai les moyens de m'attaquer à la décoration. Maintenant, j'ai vraiment envie de décorer mon logement. Je travaille à mon orientation. Je cherche du travail dans la couture, non pas pour faire des ourlets ou changer des fermetures éclair, mais quelque chose de plus créatif. Ce qui m'intéresserait vraiment, c'est d'enseigner la couture aux gens, pour leurs loisirs.

## BLOC-NOTE

- **Réunion des Directeurs**  
12 septembre 2008 - Cotravaux
- **Conseil d'Administration**  
13 septembre 2008 - Cotravaux
- **Prochain congrès USH :**  
du 23 au 25 septembre 2008  
au Palais des Festivals et des  
Congrès à Cannes.

Vous pouvez faire parvenir vos suggestions de contenu, propositions d'articles, commentaires et réactions par mail au service communication de l'association nationale : [al.darrasse@compagnonsbatisseurs.org](mailto:al.darrasse@compagnonsbatisseurs.org)

**CBInfo** est une publication trimestrielle. Ce numéro a été imprimé à 150 exemplaires, sur papier recyclé. Prochain numéro en septembre.

Directeur de la publication : Hervé Cogné. Comité de rédaction : Nadège Poirrier.

Merci à toutes les personnes qui ont accepté de participer au contenu de ce numéro. Bonnes vacances à tous !

## RESEAU



L'AG de l'ANCB qui vient de se tenir à Marseille les 27 et 28 juin s'est trouvée confrontée à un dilemme qu'il a fallu trancher : peut-on parler développement du réseau quand 4 associations sur 7 ont connu ou connaissent des crises importantes qui pour certaines d'entre elles sont susceptibles de conduire à la disparition de la structure associative elle-même ?

C'est donc une réflexion resserrée mais approfondie et opérationnelle sur l'enjeu « consolidation » qui a été conduite, reprenant 3 thématiques du projet de réseau sur les 8 identifiées initialement (cf lettre du réseau N°1), à savoir : la gouvernance associative, le modèle économique et enfin, la modélisation de l'auto-réhabilitation accompagnée.

Pour attester de l'importance des réflexions conduites par les participants et de l'urgence des solutions opératoires à mettre en oeuvre, **5 résolutions ont été débattues puis adoptées par les membres de l'Assemblée Générale.**

Les 3 premières concernent la « **gouvernance associative** ». L'AG confie au CA le soin de piloter une réflexion sur la place des différents acteurs au sein des associations CB, notamment les salariés, usagers et volontaires, et de formuler une proposition concrète pour la prochaine AG (résolution n°1). Il est décidé que soit établi un plan

Projet de réseau :

## Une Assemblée Générale face à l'enjeu de consolidation des Compagnons Bâtitseurs

■ HERVÉ COGNÉ, Directeur de l'ANCB

de formation pour les administrateurs avec un budget et un calendrier, pour la fin de l'année (résolution n°2). Il est recommandé aux associations régionales d'établir un bilan associatif pour leurs AG ordinaires, et de consolider ces bilans à l'échelle nationale (résolution n°3).

Les 2 dernières concernent le « **modèle économique** ». Une procédure de saisine et d'intervention du « national » auprès des associations régionales en cas de crise sera mise en place. Le contenu de cette procédure sera communiqué aux associations régionales pour amendements, puis validé par le CA national en fin d'année (résolution n°4). Enfin, l'AG recommande que le travail d'harmonisation des démarches et outils de gestion entre les différentes associations, soit poursuivi, et débouche sur des propositions opérationnelles courant 2009 (résolution n°5).

Il n'y a pas de résolution formelle concernant le thème de la « **modélisation de l'ARA** ». Cependant, le travail se poursuit au sein du groupe constitué à cet effet. Si l'idée d'une « **normalisation** » de l'ARA est plutôt écartée, la perspective d'une « **démarche qualité** » permettant de sécuriser et mieux évaluer les processus (qui vont au delà d'une simple procédure) devrait se concrétiser. Un accompagnement extérieur va être mobilisé à cet effet.

